

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N° 2024- 141

du 12 JUIL. 2024

complémentaire pour l'exploitation de l'installation de traitement de terres polluées, exploitée par la société OGD à Talange

Le préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**Vu** l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-149 du 13 juillet 2018, relatif à l'exploitation d'une plateforme de traitement biologique, de valorisation et de transit de terres polluées située sur le territoire de la commune de Talange et exploitée par ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION (OGD) ;

**Vu** la demande du 7 février 2020 de la société OGD, présentant un projet de modification des conditions d'exploitation (modification du nombre de piézomètres pour la surveillance des eaux souterraines) ;

**Vu** la demande du 15 novembre 2023 de la société OGD complétée par courriels des 28 mars et 3 juin 2024, présentant un projet de modification des conditions d'exploitation (ajout de nouveaux déchets admissibles) ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 26 juin 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 8 juillet 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

Vu le courriel de la société OGD du 9 juillet 2024 et l'absence d'observations sur le projet d'arrêté ;

Considérant que les piézomètres Pz AVAL 1 et Pz AVAL 2 ne sont plus nécessaires à la surveillance des incidences en aval de l'activité, assurée par les piézomètres Pz AVAL 3 et Pz AVAL 4 ;

Considérant que les nouveaux déchets demandés en admission sur site sont de nature similaire à des déchets déjà admis ou contiennent des polluants déjà traités sur site ;

Considérant que les modifications projetées ne génèrent notamment pas :

- d'impacts significatifs en matière de rejets aqueux ;
- d'impacts supplémentaires en matière de risques sanitaires ;
- d'impacts supplémentaires en matière de risques accidentels ;

Considérant que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 551-1 du code de l'environnement au regard des moyens de prévention ou de protection prévus ou mis en place par l'exploitant ;

Considérant que les modifications apportées ne constituent pas une modification substantielle au regard de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire d'actualiser les conditions d'autorisation d'exploiter les installations ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Les prescriptions de l'article 1.7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2018-DCAT-BEPE-149 du 13 juillet 2018 susvisé sont modifiées comme suit :

« Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- arrêté du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques nos 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail ».
- Arrêté du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 06 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- Arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 26 juillet 2022 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets dangereux de fluides frigorigènes et autres déchets dangereux de fluides en contenants sous pression ;
- Arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

## Article 2

Le tableau de l'article 4.4.9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2018-DCAT-BEPE-149 du 13 juillet 2018 susvisé est modifié comme suit :

«

Paramètre	Code SANDRE	Rejet dans la darse	
		Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (g/j)
Matières en suspension	1305	35 si le rejet dépasse 15kg/j	15120
		60 si le rejet ne dépasse pas 15kg/j	
DBO <sub>5</sub> sur effluent brut	1313	100	43200
DCO sur effluent non décanté	1314	125 si le rejet dépasse 50kg/j	54000
		180 si le rejet ne dépasse pas 50kg/j	50000
Arsenic et composés (As)	1369	0,025 si le rejet dépasse 0,5g/j	10,8
		0,050 si le rejet ne dépasse pas 0,5g/j	5
Azote global	1551	25	-
Cadmium et composés (Cd)	1388	0,025	10,8
Chrome et composés	1389	0,1 si le rejet dépasse 5g/j	43
		0,15 si le rejet ne dépasse pas 5g/j	5
Chrome hexavalent	1371	0,05	-
Cuivre et composés	1392	0,15 si le rejet dépasse 5g/j	64
		0,5 si le rejet ne dépasse pas 5g/j	5
Cyanures libres	1084	0,1	43

Etain et composés	1380	2	-
Fer, aluminium et composés	7714	5	-
Fluor (dont ions fluorures)	7073	15	-
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1	-
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	1115 - 1116 1117 - 1118 1204	0,025 (Somme de 5 composés)	-
Hydrocarbures totaux	7009	10	4300
Manganèse et composés	1394	1	-
Mercure et composés (Hg)	1387	0,005	2,15
Nickel et composés	1386	0,2 si le rejet dépasse 5g/j	86
		0,5 si le rejet ne dépasse pas 5g/j	5
Indice phénols	1440	0,3	-
Phosphore total	1350	2	860
Plomb et composés	1382	0,1	43
Zinc et composés	1383	0,8 si le rejet dépasse 20g/j	344
		1 si le rejet ne dépasse pas 20g/j	20

»

### Article 3

La liste des déchets admissibles de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2018-DCAT-BEPE-149 du 13 juillet 2018 est complétée comme suit :

« Déchets admis en transit et en traitement sur le site :

- 02 07 05 - boues provenant du traitement in situ des effluents
- 07 07 12 - boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 07 11
- 17 01 01 - béton
- 20 03 03 - déchets de nettoyage des rues

Déchets admis uniquement en transit sur le site :

- 01 05 06\* - boues et autres déchets de forage contenant des substances dangereuses
- 05 01 06\* - déchets provenant du raffinage du pétrole contenant des hydrocarbures provenant des opérations de maintenance de l'installation ou des équipements
- 07 07 11\* - boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
- 10 02 11\* - déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures
- 10 09 05\* - noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée contenant des substances dangereuses
- 10 09 06 - noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 05
- 10 09 07\* - noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses

- 10 09 08 - noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07
- 10 09 11\* - autres fines contenant des substances dangereuses
- 10 09 12 - autres fines non visées à la rubrique 10 09 11
- 10 10 05\* - noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée contenant des substances dangereuses
- 10 10 06 - noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 05
- 10 10 07\* - noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses
- 10 10 08 - noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 07
- 10 10 11\* - autres fines contenant des substances dangereuses
- 10 10 12 - autres fines non visées à la rubrique 10 10 11
- 19 01 11\* - mâchefers contenant des substances dangereuses
- 19 01 12 - mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11 ».

#### **Article 4**

Les prescriptions de l'article 9.2.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2018-DCAT-BEPE-149 du 13 juillet 2018 susvisé sont modifiées comme suit :

« L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines. Le réseau de suivi est constitué de 3 piézomètres selon le plan joint en annexe III.

Des analyses sont réalisées semestriellement sur chacun des piézomètres (niveau de la nappe, pH, conductivité, O2 dissous, DCO, MES et hydrocarbures totaux, HAP, PCB, BTEX, COHV, métaux totaux).

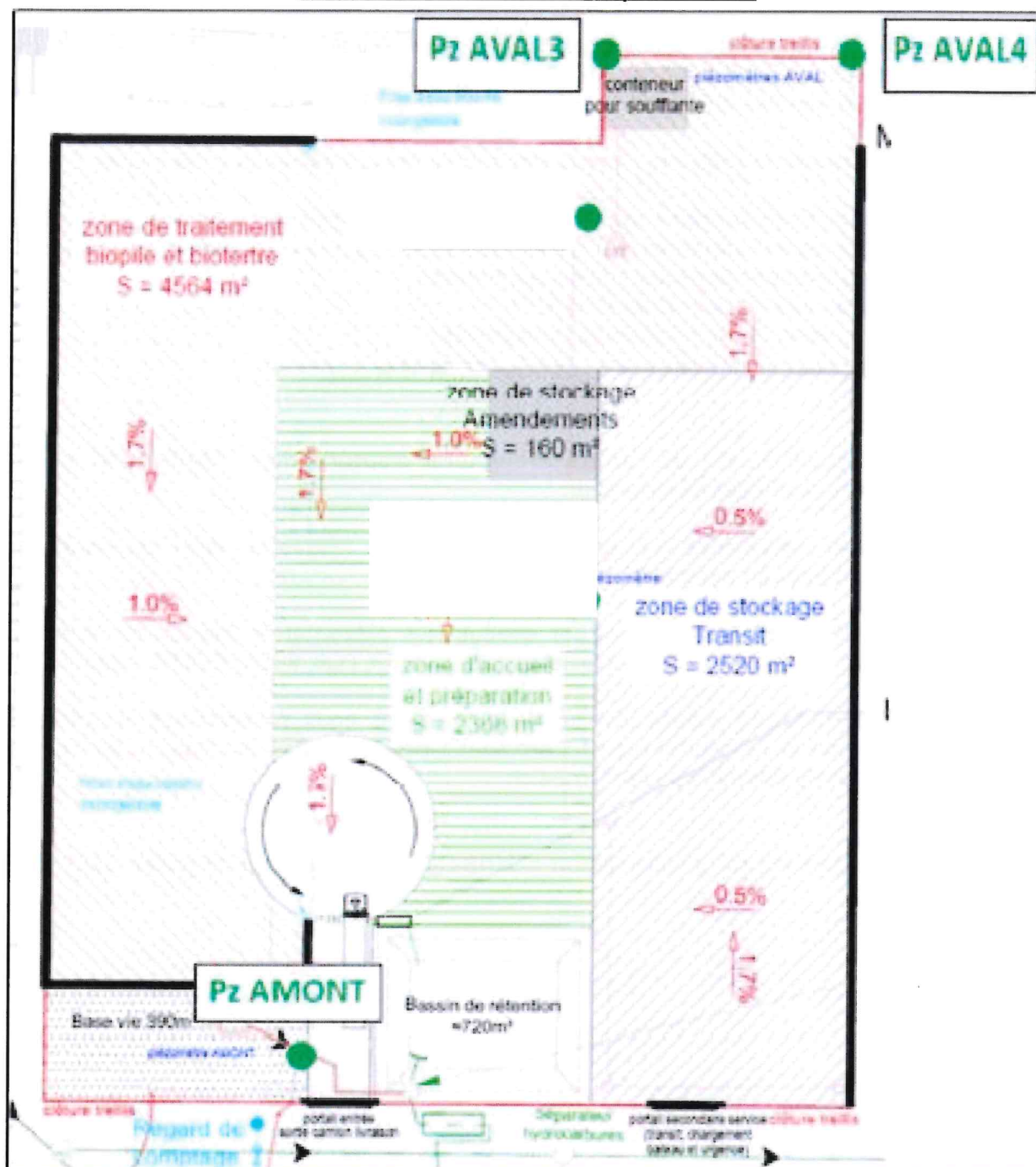
Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée par comparaison avec l'état initial, l'exploitant, en accord avec l'inspection des installations classées, met en place un plan d'actions et de surveillance renforcée. ».

#### **Article 5**

L'annexe III de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2018-DCAT-BEPE-149 du 13 juillet 2018 susvisé est modifiée comme suit :



### « Annexe III Localisation des piézomètres



»

#### Article 6

- 1) Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Talange et peut y être consultée ;
- 2) Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ;  
Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par le maire de Talange ;
- 3) L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois : publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – arrondissement de Metz – autres publications (arrêtés préfectoraux).

## **Article 7**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société OGD.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Talange.

A Metz, le 12 JUL. 2024

Pour le préfet,  
le secrétaire général,



Richard Smith

## **Délais et voies de recours :**

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles L 181-12 à L 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux. »

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site [.http://www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

